

Bulletin d'histoire politique

Histoire politique et création artistique : une antimonie pour l'institution : Pierre Falardeau, 15 février 1839, Montréal, éditions Stanké, 1996, 169 pages / Chevalier de Lorimier, Lettres d'un patriote condamné à mort, Montréal, Comeau & Nadeau Éditeurs, 1996, 132 pages

Lucille Beaudry



Volume 5, Number 2, Winter 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063612ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063612ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Beaudry, L. (1997). Review of [Histoire politique et création artistique : une antimonie pour l'institution : Pierre Falardeau, 15 février 1839, Montréal, éditions Stanké, 1996, 169 pages / Chevalier de Lorimier, Lettres d'un patriote condamné à mort, Montréal, Comeau & Nadeau Éditeurs, 1996, 132 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 5(2), 144–147. <https://doi.org/10.7202/1063612ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

**Histoire politique et création artistique :
une antimonie pour l'institution.**

Pierre Falardeau *15 février 1839*, Montréal, éditions Stanké,
1996, 169 pages.

Chevalier de Lorimier, *Lettres d'un patriote condamné à mort*,
Montréal, COMEAU & NADEAU Éditeurs, 1996, 132 pages.

« Falardeau, la politique t'aveugle... La politique est en train de prendre le dessus sur l'art, sur la dramaturgie », *15 février 1839*, p. 14.

S'il est un domaine où le goût tient lieu de connaissance, c'est bien celui de l'art, de la même manière qu'en politique l'opinion se passe trop souvent de l'analyse. Ces deux écueils à la connaissance, le goût et l'opinion, nous sont offerts par Téléfilm Canada en réponse au scénario soumis par Pierre Falardeau, *15 février 1839* publié chez Stanké 1996, 169 pages. À l'heure où les théoriciens et les historiens d'art n'en finissent plus de s'interroger sur la définition de l'art (1), à l'heure où les analyses politiques ne parviennent plus à franchir les sentiers battus sans se prévaloir des suffixes «néo» et «post», voilà qu'on peut lire dans la préface-réponse de «Téléfilm Canada» au dit scénario que l'art et la politique constituent deux sphères d'activités séparées, c'est-à-dire bien définies; et qui plus est, que l'exercice de l'un est forcément contaminé par la présence de l'autre; que la mise en relation des deux sphères est une antinomie.

Même si l'analyse politique de l'art ne relève pas d'une longue tradition, même si l'histoire de l'art s'est gardée historiquement à l'orée du politique, cette idée des deux sphères séparées, voire incompatibles ne résiste pas à l'examen des oeuvres qui ont traversé le temps. Celles-ci ne sont jamais sans significations. Ainsi nous le rappelle Francis Bacon dans le dernier entretien de sa vie, selon lui, l'artiste «est bien sûr toujours impliqué dans les événements de son temps» (2); ainsi, nous l'a illustré récemment, oeuvres exclusivement politiques à l'appui, Adrian Piper dans sa conférence prononcée au musée d'Art contemporain de Montréal le 16 octobre 1996, conférence intitulée: «Where are we going?» où elle montre que sa démarche artistique tout entière procède de sa propre mise en situation politique, notamment dans son cas de la politique de l'identité.

Ces propos d'artistes en arts visuels ne sont pas des exceptions de l'histoire de l'art et ils valent a fortiori quand l'oeuvre à créer s'inspire d'un fait d'histoire politique. Écrire l'histoire, faire l'histoire en agissant sur le cours des événements ou choisir un fait politique passé pour en établir le scénario d'un film relèvent assurément d'une position politique. De là à penser que la teneur politique préjuge des qualités de la création artistique, il y a là un pas trop vite franchi. *15 février 1839* de Pierre Falardeau appartient à cette catégorie et subit un tel verdict d'être «trop politique»! selon les doléances de Téléfilm Canada énoncées en avant-propos du scénario.

Le projet de scénario est consacré aux dernières vingt-quatre heures de Marie-Thomas Chevalier de Lorimier condamné avec d'autres Patriotes de 1837 à la peine de mort par pendaison. Le «projet inachevé», selon les termes de l'auteur, qu'il nous donne à lire, faute de moyens pour le porter à l'écran, ne manque pas de nous faire éprouver la plus vive émotion et ce, par-delà la forme brève d'un synopsis, sans couleur et sans recours à des effets de cinéma. En peu de mots, tout y est: des Patriotes issus de la petite bourgeoisie des professions libérales instruite et modeste (de Lorimier est notaire), d'autres qui sont du milieu paysan pauvre, des lettrés, des illettrés, des Irlandais et le bas-clergé solidaires; la femme du condamné, rivée à l'univers familial, moins politique dont la peine est incommensurable; et bien sûr, l'occupant militaire anglais, sa violence de châtement et son mépris; sans que soit oubliée la différence entre ceux qui donnent des ordres et ceux qui les exécutent.

Dans ce huis clos, les protagonistes se différencient par le langage et les propos, héroïques pour les uns, crus de rage et de peur pour les autres. Cela est vraisemblable et participe de l'intensité dramatique. Néanmoins, il demeure en rétrospective toujours difficile d'apprécier la justesse du «parler» français de cette époque. Peut-être, devons-nous à cet égard considérer la proximité de la Conquête anglaise, moins d'un siècle, et la relative homogénéité, anglaise et française, du Haut-Canada et du Bas-Canada de l'époque dont l'Union de 1840 sera précisément le régime politique imposé en guise de représailles dans le but délibéré et déclaré d'assimilation; une union politique imaginée pour endiguer le développement d'une société française et surtout son irrédentisme contre le joug britannique; sans compter l'attachement encore très vif à la France qui nous est signifié entre autres quelque dix-sept ans plus tard par Hector Fabre dans une conférence qu'il prononce devant les membres de l'Institut canadien de Montréal le 15 février 1856 pour commémorer l'exécution de Chevalier de Lorimier. Dans cette conférence publiée en annexe aux *Lettres d'un patriote condamné à mort*, il écrit: «Comme la croix, la race française resta debout malgré la barbarie, malgré l'oppression. Vaincue sur les champs de bataille par le nombre, persécutée au forum,

elle se releva toujours de ses chutes plus française que jamais. La fortune put trahir son courage mais jamais dénationaliser son âme. Rien n'en put effacer l'empreinte de la France.» (3)

Encore faut-il reconnaître que seuls les écrits de l'époque nous servent de point de repère même s'ils ne valent que pour ceux-là mêmes qui savent écrire. Aussi, le scénario proposé n'est pas une «histoire inventée», il s'inspire des lettres de Chevalier de Lorimier publiées textuellement sous le titre *Lettres d'un patriote condamné à mort* (aux éditions COMEAU & NADEAU, 1996, 132 pages) publication dont Pierre Falardeau signe la préface. Ces lettres, écrites sous l'imminence d'une mort assurée selon l'ordre donné de l'exécution publique, sont autrement plus émouvantes de grandeur d'âme, de courage et de fermeté de conviction que ne le permet le personnage soi-disant «trop héroïque» du scénario proposé.

En cela, la lecture des lettres se passe d'une récusation, si bien menée soit-elle dans la préface. La publication des lettres, colligées à partir d'archives de diverses provenances, donne accès à l'histoire sans interprétation. De ce point de vue, l'initiative des éditeurs COMEAU et NADEAU mérite d'être poursuivie car elle rompt avec l'histoire racontée et avec la méconnaissance traditionnelle des sources premières qui sont trop souvent l'apanage des historiens de métier. En outre, par-delà l'héroïsme et l'émotion qui imprègnent ces pages, l'édition des lettres vient conforter la position du nationalisme libéral des Patriotes comme en témoignent aussi le message d'appui des travailleurs de Londres (p. 24-30) et la réponse du comité central et permanent du comté de Montréal (p. 30-38) et comme le rappelle éloquemment Hector Fabre en ces termes:

«Notre salut et notre gloire veulent toujours et voudront toujours la permanence de notre nationalité, la possession de la liberté. Toutes nos luttes politiques pour n'être pas stériles ou nuisibles doivent avoir ce double but, protéger la nationalité française, étendre ou sauver la liberté. Si jamais nous voulons briser l'union sainte qui les relie, si jamais nous voulons sauver l'une, la liberté, et rejeter l'autre, la nationalité, nous les perdrons toutes deux... de Lorimier ne put donc hésiter, il embrassa comme tous les hommes de patriotisme, la cause française et libérale. (p. 97) « Cette orientation libérale et progressiste de la lutte nationale» n'est-elle pas encore trop souvent passée sous silence, voire perdue de vue par ses adversaires ?

Voilà ce que le scénario *15 février 1839* pourrait mettre en évidence s'il était porté à l'écran, voilà ce que les *Lettres* nous empêchent d'oublier.

Lucille Beaudry
Université du Québec à Montréal

Notes

(1) Voir entre autres, Collectif, *L'art contemporain en question*, Paris, Galerie nationale du jeu de Paume, 1994, 199 p.

(2) Francis Bacon, *Entretiens avec Michel Archimbaud*, Paris, Gallimard, 1996, p. 122; et Murray Edelman, *From Art to Politics : How Artistic Creations Shape Political Conceptions*, Chicago, Chicago University Press, 1995.

(3) Hector Fabre, «Esquisse biographique sur Chevalier de Lorimier», texte publié en annexe de *Lettres d'un patriote condamnée à mort*, Montréal, Comeau & Nadeau, Éditeurs, 1996, p. 124.

•••

Kealey, Gregory S. et Reg Whitaker (ed.), *R.C.M.P. Security Bulletins*, St. John's, Canadian Committee on Labour History.

Depuis 1989, le Comité d'histoire des travailleurs canadiens reproduit les rapports hebdomadaires du service de sécurité de la GRC (RCMP). La série porte sur la période 1919-1945. Huit volumes ont été annoncés dont quatre sont déjà parus. Ces documents ont été obtenus en vertu de la *Loi d'accès à l'information*. Travail majeur de deux chercheurs émérites, cette source, malgré les "blancs" que la censure lui impose, demeure donc précieuse entre autres pour repérer l'itinéraire des personnes surveillées et pour raffiner la compréhension que l'on peut aujourd'hui avoir de la vie interne de ces organisations. Mais le pictogramme des ciseaux soulignant les passages censurés, fort heureusement associé aux notes des éditeurs y afférents, témoigne avec une belle régularité et d'une manière on ne peut plus concrète des limites de la *Loi d'accès à l'information*. Finalement, les éditeurs fournissent un index construit par les éditeurs, par individus et par organisations, ce qui facilite la consultation.

Le premier volume couvre la période de 1919 à 1929 et présente une introduction méthodologique à toute la collection. Ce premier volume diffère quelque peu des volumes suivants puisqu'il regroupe six séries de documents différents, alors que les autres volumes ne reproduisent que les rapports hebdomadaires du service de sécurité de la GRC. La principale série présente 23 rapports hebdomadaires de la Gendarmerie royale du Canada se rapportant au travail de surveillance de ses services de renseignement nouvellement formés. La série est malheureusement très lacunaire. Les 16 premiers rapports s'échelonnent du 2 janvier au 11 novembre 1920. Les 7 derniers vont du 17 juillet au 9 septembre 1926. On souhaiterait advenant la découverte d'autres rapports qu'ils puissent faire l'objet d'ajout dans un numéro complémentaire.